



Forum National : GT Marchandises introduites

PV

06-05-19.

CONVENORS	Ilse Eelen (AGD&A) & Jan Van Wesemael (Alfaport – Voka)
SECRÉTAIRE	Jan Van Wesemael (Alfaport – Voka)
PRÉSENTS	<p>Bart Engels, secrétariat Forum National Bart Van Geem, AWDC Diamond Office Bart Vleugels, Région Louvain – directeur de centre régional Kathleen Van Craenenbroeck, Département Processus et Méthodes Christophe Cambien, Economic Support An Vanden Eynde, AGD&A (Gestion des risques) Dennis Verheyen, ASV (Eurochem ANR) Diederik Bogaerts, ICC (KPMG) Emilie Durant, Région Bruxelles – Autorisations Gino Roelandt, ASV/NAVES (HapagLloyd) Ilse Eelen, Région Anvers Jan Marien, GSF (Euromarine Logistics) Jan Maes, ASV/NAVES (Grimaldi) Jan Van Wesemael, Alfaport-Voka Jef Hermans, CEB (Portmade) Jessy Van Aert, Essenscia (Evonik) Jim Styleman, CRSNP (AEB) Joelle Lauwers, Service Automatisation Joffrey Decock, Unizo (E&Y) Johan Van Staey, CRSNP (Stream Software) Jos Poets, Tessenderlo Chemie SA Kim Van de Perre, ASV/NAVES (MSC) Kjell Jamin, AGORIA (Mazda Motor Logistics Europe) Laurent Moyersoan, Alfaport - Voka (NxtPort) Luc Sambre, VEA-CEB (Group Sambre NV) Leslie Verhoeven, VEA-CEB (Eolis Belgium) Bart De Rybel, CEB (Sea invest) Michaël Vico, AGD&A (Aéroport-Gosselies) Nancy Smout, KVBG (Katoennatie) Pieter Duchi, Agoria (Volvo) Raf Tassent, Voka – Antwerpen (Rank Consulting) Rudi Lodewijks, Région Hasselt Sophany Ramaen, secrétariat du Forum National Steven Michiels, Voka – Flandre occidentale (ICO) Stijn Op de Beeck, Air Cargo Belgium (WFS) Theo Peeters, VEA-CEB (Exsan) Tim Verdijck, ICC (PwC) Tony Vanderheijden , ABAS (PSA Antwerp SA) Wendy Saerens, OPS CA Koen De Ridder, UNIZO Johan Geerts, INTRIS Nick Vandenabeele, VINUM & SPIRITUS (DELOITTE) Karolien Vandenbergh, American Chamber of Commerce (Am Cham) – PwC LEGAL Nick Vandenabeele (VetS – Deloitte)</p>
EXCUSÉS	<p>Abram Op de Beeck, Essenscia (BASF) Annemie Peeters, Autorité portuaire d'Anvers Bart Keersmaekers, NAVES (CMACGM) Claude Seynhaeve, AGORIA & Voka – Flandre occidentale (Bekaert) Debby Bogemans, Région Hasselt Delphine Simonis , AGD&A (Gestion de risques) Elke De Jonghe, Essenscia (Vopak Terminal Eurotank S.A.) Erik Van Poucke, Région Anvers – Port Filip Ackermans, Essenscia (Chevron Phillips Chemicals International SA) Gert Mattheussen , ASV (UAB Eurochem Logistics) Hilde Bruggeman, ASV/NAVES Jeroen Deflo, AGORIA (Daikin) Johan Peeters, CEB (Herfurth) Koen De Ceuster, Voka – Chambre de Commerce Limbourg (SBDINC)</p>

Kristin Van Kesteren-Stefan, Autorité portuaire d'Anvers
 Luc Lammertyn, Fedustria & Voka – Flandre occidentale (Sioen)
 Maarten Clarysse, CEB (Sea invest)
 Marc Staal, Voka – KvK limburg (Scania)
 Michael Van Giel, CRNSP (Intris SA)
 Rene Michiels, CEB (DHL)
 Silke van Wabeke, ASV/NAVES (cma-cgm)
 Sven Van der Biest, Marketing et facilitation
 Sylvie Groeninck, Fedustria
 William Sluys, Région Bruxelles
 Yves Melin, ICC (Steptoe & Johnson)

APPROBATION DU RAPPORT DE LA RÉUNION PRÉCÉDENTE

La réunion précédente a eu lieu le 20.12.2018. Aucune remarque n'a été émise relativement au rapport, celui-ci est donc considéré comme étant approuvé.

PASSAGE EN REVUE DU TABLEAU DE SUIVI

• Visite terminal

Le but est d'organiser une visite de terminal à Anvers pour permettre à la douane et aux autres parties intéressées d'avoir une vision du fonctionnement d'un terminal dans un port maritime. Jan Maes (Grimaldi/AET) et Hilde Bruggeman (ASV) se chargeront de l'organisation. Une proposition concrète sera formulée au secrétariat.

• AFSCA - Douane

Jusqu'à présent, aucune initiative n'a encore été prise, mais dans le cadre de la rationalisation du processus de contrôle, cela serait repris. Ce point a été débattu durant la concertation régionale d'Anvers le 04/03/2019 et le 22/05/2019. Le but est de constituer un GT régional constitué de représentants de la douane, de l'AFSCA et du secteur privé.

• Note transfert sous dépôt temporaire

Voir point à l'ordre du jour distinct plus loin dans ce rapport.

• Note déclaration simplifiée :

Le projet de la note se trouve actuellement à la divisions Processus et Méthodes et a été mis en suspens car certaines adaptations IT dans le cadre du Brexit sont prioritaires.

• Conteneurs vides – apurement automatique

En ce qui concerne l'apurement automatique, aucune plainte spécifique n'a été reçue ces derniers temps.

En ce qui concerne les conteneurs qui n'ont pas été apurés concernant le passé (lors du lancement de cette nouvelle procédure), dans la plupart des cas, le délai de validité aurait depuis lors expiré, et pouvaient, de ce fait en principe être apurés avec un numéro de dossiers auprès des backoffices.

En ce qui concerne le délai, on a dit, lors de la réunion précédente (du 20-12-18), que du point de vue des agents maritimes, il n'y a en principe aucun problème pour un délai de 60 jours et vu que toutes les adaptations en matière d'IT pour le Brexit sont prioritaires pour l'instant, il reste à 60 jours, pour le moment.

Sur demande de Hilde Bruggeman (ASV), Ilse Eelen (AGD&A) a demandé à la division IT dans quelle mesure le délai d'apurement peut être porté à 21 jours (on a en effet 20 jours pour faire des adaptations au CUSCAR). Jusqu'à présent, aucune réponse n'a encore été reçue (probablement en raison de la priorité du Brexit).

J. Maes (ASV- Grimaldi) signale que les listings/rapports intermédiaires ne parviennent toujours pas aux agents.

NOUVEAUX POINTS D'ACTION (À FORMULER DE MANIÈRE CLAIRE ET SPÉCIFIQUE !)	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
Appel à composer un sous GT dédié	Secrétariat FN	Q4 2019
Reprendre les listings/rapports intermédiaires, apurement conteneurs vides avec Bart Cieters	Ilse Eelen	30/09/2019

• Combinaison EIDR et régime 42/63 - Rédaction note

Sur la base d'une concertation antérieure entre l'AGD&A et l'AgFisc, une note interne a été établie dans laquelle les conditions et les dispositions d'application ont été reprises.

Note: Le 20/05, une note a été publiée à ce propos sur le site web du Forum National <https://www.nafora.be/nl/nieuws/20052019-eidr-en-douaneregeling-42>

Avant la publication, on ne savait pas clairement comment il fallait agir en pratique. Certains opérateurs appliquent le régime 40. Dans certaines autorisations, une clause a été reprise qui accorde l'utilisation du régime 42 jusqu'au moment où les déclarations de globalisation doivent être introduites, compte tenu des éléments de données de l'annexe B. Cela dépend, en d'autres termes de la mise à jour des systèmes IT.

• Publication de la note sur le calcul de la garantie en matière de TVA en régime douanier

Suite à une note interne et après concertation avec l'AgFisc, il a été décidé, le 15/04, qu'en ce qui concerne la constitution d'une garantie sur le plan de la TVA dans le cadre des régimes douaniers particuliers dans le chef des prestataires de services, un certain nombre de facilités seront également accordées.

Note: Le 08/05, il y a eu une communication à ce propos sur le site web du Forum National

<https://www.nafora.be/fr/nouvelles/08052019-garantie-pour-autorisation-douani%C3%A8re-%E2%80%93-prestataires-de-services>

Brève explication:

Dans une décision, l'AgFisc a autorisé qu'une garantie en matière de TVA soit exigée placement de marchandises sous un régime douanier si les conditions suivantes sont respectées:

- le titulaire de l'autorisation agit, en cas de sortie du régime douanier (spécial) avec mise à la consommation, en tant que destinataire TVA (ex. en tant que propriétaire ou acquéreur des marchandises);
- le titulaire de l'autorisation douanière est également titulaire de l'autorisation ET.14000 pour reporter la TVA due lors de l'importation.

Il a été décidé d'étendre cette facilité aux prestataires de services s'ils respectent les conditions suivantes:

- est titulaire d'une autorisation douanière autre que pour le transit
- est titulaire d'une autorisation AEO-C
- est capable d'indiquer qui est propriétaire des marchandises au moment de la mise à la consommation

Le propriétaire des marchandises doit, au moment de la mise à la consommation:

- soit sont eux-mêmes titulaire d'une autorisation ET14.000 remise sur un numéro de TVA individuel
- soit, s'il ne dispose pas d'un numéro de TVA individuel (personnes non établies en BE), faire appel au numéro de TVA de représentation globale BE796.5 du titulaire de l'autorisation douanière à qui une autorisation ET14.000 a été remise.

Dans la pratique, cela revient à ce que, dans un tel cas, l'autorisation douanière soit scindée en:

- une autorisation pour les clients qui ne disposent pas d'une autorisation ET14.000
- une autorisation pour les autres clients (donc où le client + ET14.000 ont été identifiés + ceux que le titulaire de l'autorisation douanière s'engage à représenter lors de la mise à la consommation avec son numéro de TVA de représentation globale BE796.5 à qui une autorisation ET14.000 a été remise)

Dans le dernier cas uniquement, il n'est pas tenu compte de la TVA, lors du calcul de la garantie.

Point 1 à l'ordre du jour : BREXIT

Dans le courant de l'année 2018, un sous-groupe de travail Brexit a été mis sur pied, lequel s'est réuni à plusieurs reprises en prêtant une attention particulière au short sea, qui demande une approche spécifique.

Les rapports du GT se retrouvent sur le site web du Forum National (sous la rubrique Communication)

Pour le moment, on ne sait toujours pas clairement quand le Brexit aura effectivement lieu.

Le R-U a jusqu'au 31.10.2019 pour accepter l'actuel accord de retrait. S'il le fait, une période de transition commence, laquelle durera jusque fin 2020. Durant cette période, la législation douanière de l'Union reste d'application sur le commerce du R-U. Cela signifie qu'aucune formalité douanière et/ou contrôle douanier n'est d'application.

Si le R-U ne réussit toutefois pas à approuver l'accord d'ici le 22.05.2019 et si aucune élection européenne n'est organisée, le report obtenu se termine le 31 mai et il y a un Brexit dur le 01.06.2019 avec les formalités douanières et contrôles douaniers y afférents. Vu l'importante incertitude sur la forme et le timing du Brexit, l'AGD&A souhaite souligner l'importance d'une préparation solide et continue du secteur privé.

Point 2 à l'ordre du jour : CCRM et VISIGIP – état de la situation

En ce qui concerne CCRM, on procède encore à des tests. Il y a encore une série de problèmes avec la transmission des avis. Les tests sont étroitement suivis par l'AGD&A et les parties prenantes concernées.

En ce qui concerne VISIGIP, on annonce que le 21.04, l'accord entre l'AGD&A et Nxpport a été signé pour ce qui concerne l'échange des données. Les avis sont échangés pour l'instant et l'application continue à être développée.

L'AGD&A mettra, entre autres, les informations suivantes à disposition:

- Moment où les marchandises arrivent au PIF
- Het ogenblik waarop het scanningsproces wordt beëindigd
- Mededeling van het ogenblik waarop het dossier volledig is om de verificatie te kunnen aanvatten

Van zodra de VISIGIP-applicatie operationeel is zal een werkgroep worden geïnstalleerd om het controleproces in de havens te bekijken en te stroomlijnen waar mogelijk.

Note: Tijdens de vergadering van de WG controleprocessen (dd. 10/05) werd meegedeeld dat een WG binnen de AAD&A werd opgericht om het controleproces te herzien/optimaliseren.

Point 3 à l'ordre du jour : Nota overbrenging onder tijdelijke opslag

Er werd binnen de AAD&A verder gewerkt aan de nota "Overbrenging onder TO". Op 12.04.2019 heeft hierover finaal intern overleg bij de AAD&A plaatsgevonden en werden de laatste knelpunten opgelost.

De grote lijnen van de nota werden a.d.h.v. een presentatie die is gevoegd als bijlage bij dit verslag tijdens de vergadering toegelicht door Rudi Lodewijks (AAD&A) en Ilse Eelen (AAD&A). Van zodra de finale versie van de nota beschikbaar is dient deze nog vertaald te worden waarna de uitrol kan gebeuren.

Er wordt door de operatoren opgemerkt dat bij transshipment verwezen wordt naar een derde land als bestemming terwijl zeer veel transshipments (er wordt gewag gemaakt van zo'n 80%) als bestemming een andere lidstaat hebben (en dit zowel voor luchtvracht als zeevracht). Hier wordt dus verdere verduidelijking gevraagd.

- De operatoren vragen of het exportmanifest (eventueel na een overgangperiode) voldoende is als kennisgeving voor export. Dit moet nog verder bekeken worden.

- R. Lodewijks deelt mee dat dit een voorlopige procedure is die zal eindigen als de EU toepassingen waarmee elektronische berichtgeving voorzien is, actief zal zijn. Het is voorlopig nog onduidelijk wanneer dit zal zijn. I. Eelen deelt mee dat de EU WG AN/PN/TS midden juni zijn laatste meeting heeft. Daarna moeten de flows nog definitief goedgekeurd worden en de berichten beschreven worden.

- De luchthavens van Luik en Oostende beschikken momenteel niet over een goederencomptabiliteit. Overbrenging zal daar dan ook voorlopig nog niet mogelijk zijn.

- De aanvraagformulieren RTO en dergelijke moeten nog aangepast worden.

- Er zal ook een overgangperiode voorzien worden.

NOUVEAUX POINTS D'ACTION (À FORMULER DE MANIÈRE CLAIRE ET SPÉCIFIQUE !)	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
Opmerkingen nota "Overbrenging RTO" overmaken aan mevr. D. Bogemans	Ilse Eelen	ASAP

Point 4 à l'ordre du jour : SLA afleveren vergunning LLP

In de stuurgroep NF werd beslist om een aantal SLA's verder uit te werken.

De SLA m.b.t. het afleveren van een vergunning LLP werd toegewezen aan de WG Binnenbrengen. Er wordt opgemerkt dat in het DWU een LLP wordt beschouwd als een beschikking en niet als een vergunning.

Het is niet de bedoeling om de besprekingen met betrekking tot een SLA plenair te voeren. Er wordt voorgesteld om dit in een beperkte sub WG te bespreken.

Bedoeling is om tot een ideale doorlooptijd te komen die aanvaardbaar is voor zowel de douane als de privé.

NOUVEAUX POINTS D'ACTION (À FORMULER DE MANIÈRE CLAIRE ET SPÉCIFIQUE !)	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
Appel à composer un sous GT dédié	Secrétariat FN	Q4 2019

Point 5 à l'ordre du jour : DIVERS

Wijziging convenor WG binnenbrengen

Ilse Eelen meldt dat zij afscheid neemt als convenor van de WG Binnenbrengen. Ze blijft wel lid van de werkgroep. De vergadering dankt Ilse voor haar gedreven inzet en de goede samenwerking tijdens de voorbije jaren.

Note: De naam van haar opvolger werd ondertussen bekend gemaakt. Mevrouw Kim De Coninck zal Ilse opvolgen.

Luchtvaart: Be-Gate

Stijn Op de Beeck meldt dat in het kader van BE-gate voorlopig nog geen rekening wordt gehouden met het afschrijven van de goederencomptabiliteit. Volgens de AAD&A wordt in een eerste fase geen koppeling met de GC voorzien.

Er worden momenteel ook nog bepaalde testen op het systeem uitgevoerd.

De volgende vergadering zal (onder voorbehoud) doorgaan op 30/09/2019 om 10.00 u.